

*Expansion des exportations—Loi***INITIATIVES PARLEMENTAIRES—BILLS PUBLICS**

[Traduction]

**LA LOI SUR L'EXPANSION DES EXPORTATIONS
MESURE MODIFICATIVE VISANT À SOUSTRaire LES SOCIÉTÉS
MINIÈRES À L'APPLICATION DE LA LOI**

M. John Rodriguez (Nickel Belt) propose: Que le bill C-205, tendant à modifier la loi sur l'expansion des exportations (industrie minière), soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

—Monsieur l'Orateur, l'objet du bill C-205 est de soustraire les sociétés minières à l'application de la loi sur l'expansion des exportations. Il s'agit d'une proposition très simple qui offre une approche rationnelle d'un problème grave.

Des milliers de Canadiens ne s'illusionnent pas, j'en suis sûr, et savent que nous sommes en pleine crise, puisque les travailleurs de Stewart en Colombie-Britannique, dans la circonscription de Skeena, sont mis à pied par suite de fermeture de la mine. Autres exemples, l'Inco qui annonce le licenciement de 3,000 employés, Falconbridge qui fait des compressions de personnel, l'Alcan qui ferme sa mine de spath fluor à St. Lawrence, à Terre-Neuve, et qui va s'installer au Mexique, alors que l'Inco transfère des usines au Guatemala et en Indonésie que l'Arco parle de fermer son usine à Buchans, Terre-Neuve, que les travailleurs de Thompson sont victimes de licenciements. Bien des travailleurs admettent que l'économie traverse une période de crise.

● (1702)

Tous les Canadiens admettront que le chômage constitue un grave problème dans notre pays. Il me semble que le gouvernement est gravement coupable d'avoir donné une aussi grande part de l'argent des contribuables et de notre patrimoine à si peu, soit les compagnies minières. Ces cadeaux auraient dû engendrer un plus grand nombre d'emplois. Chose certaine, nous faisons face à un grave problème dans le secteur minier et dans l'industrie manufacturière au Canada.

J'ai trouvé des passages très intéressants dans une publication du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, intitulé «Mining to Manufacturing—Links in a Chain». J'ai trouvé ce titre excellent parce qu'il démontre que l'extraction du minerai et la fabrication constituent réellement les maillons d'une même chaîne. L'auteur commence par exposer la situation qui existe au Canada et essaie d'établir combien d'emplois ont été perdus du fait de l'insuffisance de notre fabrication et ce que nous pourrions y gagner si nous stimulions le secteur de la fabrication. En voici un passage:

Le Canada exporte d'énormes quantités de matières à peine transformées, il importe en contrepartie des produits finis; c'est donc dire qu'il exporte des biens à répercussions économiques relativement faibles tandis qu'il importe des biens qui peuvent avoir des conséquences économiques importantes.

On donne un exemple dans le secteur minier:

Toutes proportions gardées, le Canada pouvait apparemment retirer beaucoup plus d'avantages économiques de tous les principaux produits miniers, si la production minière était transformée en métaux et en produits fabriqués pour l'exportation ou pour remplacer les importations.

On trouve un exemple précis concernant le nickel:

Nous importons 38 p. 100 de tous les produits de nickel manufacturés.

La gravité de cet énoncé nous touche-t-elle?

Plus loin on peut lire:

Environ 10 p. 100 du nickel primaire est importés.

[M. l'Orateur suppléant.]

On précise également que 83 p. 100 du nickel est exporté au deuxième stade, soit celle du smeltage et de l'affinage. Tout cela se résume à ce que je dis depuis toujours de ce côté-ci de la Chambre. Nous exportons des matières brutes. Ce faisant, nous exportons aussi des emplois. Nous exportons des emplois du secteur manufacturier dans les pays qui affinent et utilisent nos minéraux pour nous revendre ensuite des produits finis. Il s'agit ici d'une somme plutôt considérable et de centaines de milliers d'emplois.

La valeur de la production canadienne de minerai non combustible atteignait 8.2 milliards de dollars en 1977. Cela représentait 4. p. 100 de notre produit national brut. D'une part, le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déjà admis dans son livre que nous exportons nos matières premières et que nous importons des produits finis. D'autre part, il a déclaré également qu'il faut dix fois plus de main-d'œuvre au quatrième stade de production, pour la fabrication du tuyau de cuivre, par exemple, qu'il n'en faut au premier stade, c'est-à-dire l'extraction. Il faut quatre fois plus de main-d'œuvre au troisième stade, par exemple, pour la transformation du nickel, qu'il n'en faut au stade de l'extraction. Si l'on considère tout cela, monsieur l'Orateur, il est évident que nos possibilités d'emploi sont énormes. En fait, nous aurions là des centaines de milliers d'emplois.

Il est évident également qu'il nous faudrait une planification à long terme et une stratégie industrielle pour donner du travail aux Canadiens et créer des centaines de milliers d'emplois. Ce livre démontre que ce serait parfaitement possible. Cette planification à long terme qui fait défaut doit, bien sûr, inclure le secteur de l'exportation. A propos, le ministre des Finances (M. Chrétien) a rejeté cette idée sans autre forme de procès l'autre soir en présentant son budget. Si nous autorisons l'exportation des capitaux canadiens nous nous enfermons dans un cercle vicieux, car nous exportons nos ressources et nos emplois du même coup.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) n'a cessé de répéter que nous avons une stratégie coordonnée. Le 20 juin 1978, lorsque j'ai déclaré à la Chambre que nous n'avions aucune stratégie coordonnée, le ministre a déclaré qu'on s'occupait de la coordonner. C'est faux, monsieur l'Orateur. Nous n'avons aucune stratégie à long terme, et encore moins de stratégie coordonnée. Voilà le problème que cherche à régler ma mesure d'initiative parlementaire. Nous essayons d'empêcher les compagnies minières étrangères, qui sont des compagnies multinationales, de se lancer dans ce genre d'aventure à l'extérieur de nos frontières, surtout en ce moment. Les sommes en jeu n'ont rien de négligeable. Ce sont des milliards de dollars qui sortent du pays pour financer des mines étrangères qui, un jour ou l'autre, viendront faire concurrence à l'industrie minière canadienne. Il est bien certain que notre économie en souffrira.

En accordant des prêts à Panama pour qu'il puisse nous acheter de l'équipement minier, il est certain que nous y gagnons à court terme quelques emplois dans le secteur de la fabrication à Toronto, mais que nous y perdrons, à long terme, des emplois dans le secteur minier, à Stewart, en Colombie-Britannique, dans le bassin de Sudbury, à Thompson, au Manitoba et à Terre-Neuve, par exemple. Je pourrais vous en citer toute une liste.